



L'agriculture française doit-elle laisser les clés du tracteur à Niel et McKinsey ?

TRIBUNE. Derrière le « simulateur d'agriculture régénératrice » vendu aux politiques, l'alliance d'un cabinet de conseils et de lobbyistes.



Publié le 13/12/2022 à 07h00

Il va falloir s'y faire (ou pas...), le futur de l'agriculture française se dessine quelque part dans les Yvelines sur le campus dit « agricole » baptisé Hectar. Une pouponnière **lancée et financée en 2020** à Levis Saint-Nom par le milliardaire Xavier Niel et Audrey Bourolleau. La jeune femme, passée du groupe Bic à la direction marketing de Rothschild, est propulsée en 2012 à la tête d'un puissant lobby viticole, « expérience » qui lui vaudra d'être nommée conseillère à l'agriculture d'Emmanuel Macron. Le site, établi sur 600 hectares, a donc été acquis par l'ex-directrice de Vin et société avec son mari Xavier Alberti, président de Châteaux & Hôtels Collection. Une « expérience » qui ressemble à une « usurpation de profession » orchestrée par le patron du numérique, copropriétaire du Journal *Le Monde* et promoteur de la viande végétale.

Ou comment, depuis leurs start-up et leurs comptes en banque, ces philanthropes, à n'en point douter coutumiers de la pioche, de la bêche et du râteau, ont, de surcroît, décidé de rallier à leur cause **le cabinet de conseils McKinsey**.



SHIVAYA INFO



Lequel, comme chacun le sait désormais, oriente l'avenir de nos petites sociétés, murmure à l'oreille des présidents, influence la marche du monde et empêche les dividendes versés par le contribuable français.

McKinsey donc, qui vient d'installer sur le site de Niel et de Bourolleau un « simulateur d'agriculture régénératrice ». Il faudrait, mesdames Christiane Lambert, présidente de la FNSEA, et Véronique Le Floch, récemment élue à la tête de la Coordination rurale, considérer avec la plus grande fermeté cette formule issue d'une réflexion technocratique déconnectée du terrain, forcément orientée et préjudiciable à notre agriculture conventionnelle, seule capable de nourrir quantitativement et qualitativement 67 millions de Français.

Pour prendre la mesure du péril, notons ce que déclare à nos confrères de *Réussir* Julien Revellat, directeur associé du bureau parisien de McKinsey, qui coordonne le pôle agriculture en France : « Notre démonstrateur agricole consiste en un atelier immersif qui s'adresse à tous les acteurs du secteur agroalimentaire en réflexion sur la transition agricole et l'impact carbone en particulier... » Des éléments de langage que nous retrouverons certainement bientôt dans Vakita, plateforme d'information créée par le journaliste écologiste Hugo Clément. Un média financé par, entre autres mécènes désintéressés, Xavier Niel, qui s'était déjà associé au journaliste, [avec les milliardaires Simoncini et Granjon](#), pour le lancement d'un référendum d'initiative partagée en faveur de la cause animale. Un « RIP » qui bénéficia du soutien de nombreux parlementaires et suscita une énième stigmatisation du monde agricole.

Mais revenons à ce simulateur d'agriculture régénératrice. Je vous épargnerai ici la composition de ce catalogue bourré d'anglicismes où le « scale up », le « hub », le « taskforce », la « supply Chain », le « Food tech », le « practice », le « mentoring » ont remplacé le tracteur, la pirouette, le rotavator, la tonne à lisier, le pulvérisateur, la presse et autres préhistoriques hermes, charrues, semoirs ou épandeurs à engrais.

Pour bien appréhender la démarche, il faut consulter le document « Réussir la transition de l'[Europe](#) vers la neutralité carbone » publiée par Mc Kinsey en 2021, qui n'est pas sans rappeler le « [farm to fork](#) » verdoyant souhaité



SHIVAYA INFO



par Bruxelles avant que le conflit ukrainien ne vienne rebattre les cartes des priorités économiques et alimentaires.

Un document dans lequel McKinsey estime que l'agriculture est le deuxième secteur le plus émetteur de gaz à effet de serre. « Plus de la moitié de ces émissions sont liées à l'élevage, 30 % aux cultures et 15 % à l'emploi des machines agricoles. » Après avoir fait référence au pacte vert européen, le cabinet de conseils oriente tout naturellement son propos vers une réduction de la consommation de protéines animales... Concernant Hectar, qualifié de « coquille vide » par les syndicats d'enseignement agricole, ce qu'il faut déplorer au-delà de ce concept idéaliste où, de toute évidence, les impétrants phosphorent beaucoup de séminaires en coworking, de formations entrepreneuriales en incubateurs HEC, c'est la remise en cause inadaptable et inadaptée du modèle agricole conventionnel vers des pratiques écologiques. Comme le préconise notamment « Une démarche pilote conciliant les enjeux économiques et environnementaux tout en améliorant la qualité de vie des éleveurs ». Avec, dès qu'il faut se diriger un peu vers le métier : « Une seule traite par jour – Pas de transformation laitière le week-end – Un week-end sur trois travaillés... » Ou encore, concernant la fameuse « agriculture régénératrice » : « la limitation au maximum du travail du sol pour augmenter l'agrégation de la terre, la rétention et l'infiltration de l'eau et la séquestration du carbone... » Les agriculteurs n'ont pas attendu les conseils de Niel et McKinsey pour répondre aux besoins alimentaires de notre pays avec presque 27 millions d'hectares en production et des pratiques culturales qui répondent, quoi qu'il en coûte, à leur coefficient d'adaptation. Mais aussi, dès qu'advient le remboursement des prêts en fin de mois, à leur obligation de résultat.

Car la question que nous devons nous poser est la suivante : quel autre secteur d'activité accepterait une telle ingérence ? Comme si le paysan n'était plus capable de produire convenablement. Comme si ceux qui étaient jusqu'ici chargés d'enseigner et de transmettre les pratiques agricoles devaient être, au pied levé, remplacés par des financiers, par des conseillers, par des opportunistes, par des écologistes, par des urbains « carbonés » !

Pourquoi le syndicalisme n'intervient-il pas auprès du législateur pour lui rappeler les valeurs et les compétences de nos agriculteurs qui savent,



SHIVAYA INFO



depuis la nuit des temps, comment se servir de l'outil, tout simplement car ils en sont les premiers utilisateurs 365 jours par an ?

Le péril que constitue cette « entreprise de milliardaires et de conseillers » ne doit surtout pas être sous-estimé. Car il ne sème ni la solution ni le progrès. Il fait sourdre la spéculation de ce dangereux sillon où la fin de notre agriculture est d'ores et déjà programmée, méprisée, condamnée.

*Jean-Paul Pelras est écrivain, ancien syndicaliste agricole et journaliste. Rédacteur en chef du journal *L'Agri* des Pyrénées-Orientales et de l'Aude, il est l'auteur d'une vingtaine d'essais, de nouvelles et de romans, lauréat du prix Méditerranée Roussillon pour *Un meurtre pour mémoire* et du prix Alfred-Sauvy pour *Le Vieux Garçon*. Son dernier ouvrage, *Le Journaliste et le Paysan*, est paru aux éditions Talaia en novembre 2018.

Source : https://www.lepoint.fr/debats/l-agriculture-francaise-doit-elle-laisser-les-cles-du-tracteur-a-niel-et-mckinsey-13-12-2022-2501490_2.php#11